

L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES!

DÉCLARATION:

Augmentation du chômage, baisse régulière du pouvoir d'achat tentatives de généraliser la flexibilisation des horaires et conditions de travail, augmentation du travail précaire, individualisation des rapports sociaux contre le contrat collectif, salaires au mérite. Décrets Dufoix-Seguin conduisant au démantèlement de la sécurité sociale, et volonté d'intégrer les syndicats par États généraux interposés, poursuite du saccage de l'école publique laïque avec la complicité ouverte de la FEN, qui après avoir revendiqué et applaudi à la décentralisation, vote avec la CFDT et le CNPF, au *Conseil économique et social*, le scandaleux rapport Andrieux. Droit de grève menacé par une nouvelle réglementation.

- Juges qui se prononcent sur la nature des revendications, ouvrant ainsi les voies de l'arbitrage obligatoire;

- Projet de financement public des partis politiques, donc contrôle de l'État sur leur fonctionnement, ce qui constituera une atteinte à l'indépendance et aux libertés démocratiques, notamment au droit d'association.

- Mêmes dangers pour les organisations syndicales, dans la mesure où les projets de cotisations directement retenues sur la feuille de paie ne sont pas enterrés, pas plus que ne sont abandonnées les idées, là aussi, de financement public, au prétexte que les syndicats jouent un rôle social important, et qu'ils pourraient ainsi pratiquer davantage le «*syndicalisme à bases multiples*» qui viendrait se substituer au syndicalisme de revendications, «*de services*».

- Préparation de la mise en place de l'acte unique européen comme pièce maîtresse de l'ajustement des économies des pays européens aux nécessités de la crise mondiale, avec la volonté patronale et des gouvernements d'harmoniser à la baisse les législations du travail.

Face à cette politique réactionnaire accentuée plus particulièrement depuis 1982, toutes les actions de résistance de la classe ouvrière sont justifiées.

Après la grève générale des cheminots, de la RATP, de l'EDF, des marins en 1986, après la grève de 24 heures dans la fonction publique le 21 octobre 1986, après les manifestations du 1er octobre 1987 de la CGT, celle, nationale, interprofessionnelle (et réussie) de la CGT-FO le 3 octobre 1987 après la nouvelle grève de 24 h des fonctionnaires, le 15 octobre dernier, il est clair pour les salariés que ces actions sont insuffisantes. C'est donc, pour la classe ouvrière, la perspective du «*tous ensemble*», de la grève générale, qui soit s'ouvrir face à l'extraordinaire déploiement de moyens anti-ouvriers, c'est cette idée qu'il faut développer, organiser. Les anarcho-syndicalistes de l'UAS sont aussi bien placés que quiconque pour savoir le rôle irremplaçable que jouent les syndicats ouvriers indépendants, confédérés, comme moyens de défense permanente des intérêts de classe. Mais dans la perspective de la grève générale, les anarcho-syndicalistes soutiendront les formes d'organisations que mettront en place les travailleurs eux-mêmes, y compris les comités de grève, élus démocratiquement dans l'unité, faisant toute leur place aux syndicats.

Cette conception de l'unité, pour l'action, s'oppose à l'union des directions bureaucratiques dont l'objectif est d'empêcher la généralisation de l'action de l'ensemble des salariés.

Les militants de l'UAS n'ont eu de cesse de lutter contre la montée du néocorporatisme, un des avatars de la doctrine sociale de l'église catholique. C'est parce qu'ils entendent confirmer ce combat qu'ils

dénoncent, et dénonceront, les projets de «*recomposition syndicale*», autour d'un axe FEN-CFDT courroie de transmission du parti néo-socialiste. A ce propos, l'UAS aura l'occasion de développer cette question importante: *Quelle est, aujourd'hui, la vraie nature du P.S.?*

Nous le ferons, non par vain souci polémique, mais parce que nous sommes convaincus que tout regroupement ouvrier indépendant doit se faire sur des bases claires. C'est ainsi qu'on peut, d'ores et déjà poser une question: que penser d'un «*parti socialiste*» dont le leader de l'aile gauche, Poperen, préconise, en cas de victoire électorale, et comme moyen de préserver la paix sociale, la mise en place d'un «*nouveau contrat social*», basé sur un accord cadre national tripartite, Etat-patronat-syndicats? A cette conception de l'organisation de la société, Léon Blum avait eu l'occasion de répondre, en 1933, par son fameux «*je suis épouvanté*», aux néo-socialistes, dont on sait comment et où ils ont terminé leur carrière politique. Contre la monstrueuse déviation stalinienne, contre les capitalisations sociales-démocrates, aujourd'hui contre les néo-corporatismes, des militants, ont, de tout temps, cherché à reconstruire une organisation politique distincte du PCF ou du parti socialiste SFIO.

A coté des courants et organisations anarchistes, anarcho-syndicalistes depuis la 1ère internationale, des trotskistes, depuis la révolution soviétique, ces tentations se sont multipliées. Nous ne les détaillerons pas dans ce texte, mais nous aurons l'occasion d'y revenir plus longuement. Mais on peut dire, que du *Rassemblement Démocratique Révolutionnaire*, après la Deuxième Guerre mondiale, au PSA, à l'UGS, puis au PSU, sans parler des groupes d'opposition dans le PCF, pour arriver aujourd'hui aux rénovateurs derrière Pierre Juquin, la plupart de ces tentatives ont ceci de commun qu'elles ne se situent pas sur un terrain de classe, que leurs initiateurs expliquent que le capitalisme a évolué, changé, que les rapports de productions ont connu de tels bouleversements, que la notion même de classe ouvrière disparaît. Sans compter, et ce n'est pas le moins important, que la laïcité de l'école et de l'État devient une conception archaïque. L'influence perverse des chrétiens-sociaux prend là toute sa dimension.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, le mouvement des rénovateurs, avec l'aide de la LCR, prétend s'organiser autour de l'idée «*d'un nouvel espace social*», «*d'une autre culture*». Rien sur l'indépendance de classe, rien sur la laïcité, rien sur l'internationalisme.

Les mois qui viennent seront incontestablement marqués par l'élection présidentielle de 1988.

Les anarcho-syndicalistes ne définissent pas leur position par rapport au clivage pernicieux «*droite-gauche*», dans lequel les partis se réclamant de la classe ouvrière (PC-PS) ou les «*rénovateurs*» et autres «*convergents*» entendent l'enfermer.

Aujourd'hui, comme hier, et demain, le rôle de l'UAS (dont les militants ne sont pas orphelins de la gauche) consiste à démystifier le principe-même de l'électorisme pour autant qu'il est défini comme le moyen pour les travailleurs, d'obtenir la satisfaction de leurs revendications, et de hâter leur émancipation. A cet électorisme-là, les anarcho-syndicalistes opposent l'action directe, c'est-à-dire l'action directement exercée par les travailleurs eux-mêmes, au moyen des organisations indépendantes qu'ils construisent eux-mêmes, notamment les syndicales.

Les anarcho-syndicalistes constatent que l'abstentionnisme ouvrier, persistant et se développant, exprime le rejet de la politique anti-ouvrière des gouvernements PCF-PS. Si nous nous réjouissons de ce phénomène, nous ne pouvons nous en satisfaire, dans la mesure où à l'étape actuelle, cet abstentionnisme ne se concrétise pas en termes d'organisation.

Or, reconstruire un mouvement ouvrier indépendant, se situant sur un terrain de classe, reconstituer une authentique représentation politique de la classe ouvrière (1), est une nécessité majeure, à laquelle les anarcho-syndicalistes, non seulement ne peuvent être indifférents, mais à laquelle ils ne peuvent se soustraire. C'est parce qu'ils ont cette préoccupation que des militants de l'UAS ont participé à des débats publics, organisés par des sections du MPPT. Ils continueront à le faire, dans le cadre de la démocratie ouvrière en apportant leur analyse spécifique, non seulement pour dénoncer simplement les «*trahisons des appareils*», mais aussi pour contribuer à dévoiler la vraie nature du stalinisme, ou du PS, totalement noyauté et inféodé par les tenants du corporatisme et du catholicisme social.

Mais participer, à part entière, au débat, signifie aussi que l'UAS doit se donner des moyens d'expression

(1) au sens où l'était par exemple, entre autres la CNT et la FAI en Espagne, ne peuvent se soustraire.

propres, plus efficaces, en rapport avec sa représentativité réelle en tant que courant traditionnel du mouvement ouvrier, et correspondant aux nécessités du moment.

C'est pourquoi, le comité fédéral de l'UAS, réuni les 28 et 29 novembre 1987, décide de convoquer l'assemblée générale qui décidera de ces moyens. Le comité fédéral de l'UAS a pris connaissance de la décision du congrès traditionnel du MPPT de présenter la candidature du camarade Pierre Bousset-Lambert aux élections présidentielles.

Au-delà des divergences théoriques non résolues qui différencient les révolutionnaires, notamment sur le problème de l'État et du parti, compte tenu de nos appréciations précédentes sur l'électoratisme, l'UAS enregistre et analyse cette candidature du MPPT, comme la volonté politique, à un moment donné, de présenter à la classe ouvrière la possibilité d'un vote sanction contre la trahison du PC et du P.S., de permettre aux travailleurs de ne pas se réfugier dans l'abstention passive, d'être un moyen, circonstanciel, pouvant aider au renforcement d'un mouvement ouvrier de classe, donc indépendant, et cela sans que soit entretenue la moindre illusion sur les élections en tant que telles.

En ce sens, mais en ce sens seulement, dans les circonstances actuelles, parce qu'elle va nécessairement provoquer des débats indispensables parce qu'il signifie l'affrontement avec tous les partisans du consensus qu'elle contribuera à démasquer, la candidature du militant ouvrier Pierre Bousset-Lambert est utile. En tout état de cause, pour les militants ouvriers se réclamant de la lutte des classes, la perspective essentielle à développer est celle de la grève générale. A la préparation de cette grève générale, l'UAS, comme elle l'a toujours fait, consacrera tous ses efforts, en accord, dans toute la mesure du possible, avec les organisations et les militants de différentes tendances qui entendent refuser le consensus, l'union nationale.

**L'Union des Anarcho-Syndicalistes,
novembre 1987.**
